



**Déclaration liminaire de la délégation FO DGFIP 54  
au CHSCT du 10 septembre 2015**



Monsieur le Président,

Les représentants **FO DGFIP 54**, condamne la politique drastique de réductions d'emplois et de moyens menée depuis de trop nombreuses années au sein de nos administrations.

Nous constatons au vu des documents de travail qui nous ont été remis que vous partagez la même analyse que nous. C'est à dire que la baisse des effectifs fait atteindre à certaines structures du réseau une taille critique qui ne leur permet pas de maintenir la continuité et la qualité du service public.

Pour **FO DGFIP 54**, cette politique budgétaire d'austérité ne peut être compatible avec le développement d'une administration qui se veut moderne et au plus près des attentes des usagers et de ses partenaires.

Pour **FO DGFIP 54**, cette ambition devrait se conjuguer avec une ambition adaptée aux enjeux de la DGFIP et s'inscrire dans le cadre d'une véritable analyse par rapport aux besoins des services et des agents qui y travaillent.

Malheureusement, les dispositions mises en place par l'administration sont loin de répondre à nos attentes et à celles des agents.

En effet, la fermeture des postes de proximités, le transfère de tâches sans les effectifs nécessaires, hormis des chaises vides, des permanences assurées par des Adjoints fantômes ou encore le budget du CHSCT qui sert à compenser les réductions budgétaires des Directions, témoignent de l'incapacité de notre ministère à traiter les conséquences sans jamais s'attaquer aux causes profondes.

Très attaché à une conception républicaine du service public, **FO DGFIP 54** affirme que l'austérité budgétaire sur les emplois et les crédits de fonctionnement lui porte gravement atteinte.

**Pour FO DGFIP 54, il n'y a pas de République sans service public et il n'y a pas de service public sans agents du service public !**